ACTES DU POUVOIR LOCAL

Admission aux cours de l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo

ARRETE N° 562 déterminant les conditions dans lesquelles les jeunes gens originaires du Togo peuvent être admis à suivre les cours de l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935, fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté du 31 janvier 1934, fixant à nouveau les soldes des personnels indigènes des cadres locaux et supprimant l'indemnité spéciale du Togo allouée audit personnel;

Vu l'arrêté du 24 mars 1934, réglant à nouveau le statut du personnel indigène du Togo;

Vu l'arrêté du 12 octobre 1935, portant réorganisation du service de l'agriculture et des forêts;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le but de donner une instruction théorique et pratique aux cultivateurs appelés à diriger une exploitation industrielle, et éventuellement aux candidats au cadre local du service de l'agriculture, des élèves pourront être envoyés par l'administration du Togo suivre des cours à l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo où ils constitueront une section spéciale.

ART. 2. — Les élèves sont recrutés à la suite d'un concours parmi les jeunes gens originaires du Togo pourvus du certificat d'études primaires élémentaires délivré par le Territoire.

ART. 3. — Tout candidat doit produire 15 jours au moins avant la date du concours fixé par décision du Commissaire de la République :

- a) Une demande d'admission;
- b) Un bulletin de naissance ou un acte en tenant lieu;
- c) Une copie certifiée conforme du diplôme de certificat d'études primaires;
- d) Un certificat médical constatant l'aptitude à exercer la profession d'agriculteur;
- e) Un engagement de suivre les cours pendant la durée du cycle d'études;
- f) Une notice établie par l'administrateur de sa résidence, conformément au modèle fourni par le chef du service de l'agriculture.
- g) Un certificat de visite et contre-visite attestant que le candidat n'est atteint d'aucune affection tuberculeuse.

(Examen se passant à Porto-Novo avant l'entrée à l'école).

Le dossier devra être adressé au directeur de l'école élémentaire ou régionale qui le fera parvenir avec ses observations au chef du service de l'agriculture sous couvert de l'administrateur commandant le cercle.

ART. 4. — L'engagement visé à l'article 3 ci-dessus doit spécifier que le candidat s'engage à suivre en entier le cycle des études prévues à l'école. Cet engagement porte la mention qu'en cas d'exclusion de l'école pour tout autre motif que raison de santé, le candidat devra rembourser au Territoire le montant de la bourse fixé par l'article 6. Le père, ou à défaut le tuteur, devra s'engager solidairement avec l'élève

à rembourser les dits frais et signer en présence de l'administrateur ou de l'administrateur-maire qui légalisera la signature. S'il ne sait signer, la certification sera faite en présence de deux témoins dont la signature sera également légalisée.

ART. 5. — Le concours d'entrée a lieu annuellement à une date fixée par le Commissaire de la République sur la proposition du chef du service de l'agriculture.

Les épreuves sont de deux sortes :

1° — Épreuves écrites passées aux chefs-lieux des cercles comportant :

Une rédaction sur un sujet d'agriculture générale;

Une épreuve de calcul (calcul de surface ou de volume, règle de 3 simple);

2° — Épreuves orales subies à Porto-Novo comportant :

Des interrogations sur les sciences usuelles appliquées à l'agriculture;

Lecture d'un texte français avec explications sur le sens du morceau, des phrases et des mots;

Des interrogations sur le système métrique.

Les épreuves écrites sont éliminatoires.

Les compositions établies sous la surveillance d'une commission comprenant :

Le commandant du cercle Président

Le chef de la circonscription agricole ou à défaut un fonctionnaire désigné par le commandant de cercle;

Un agent désigné également par le commandant de cercle. Membres

Sont envoyées, sous plis cachetés, en présence des 3 membres de la dite commission, à Porto-Novo où elles sont corrigées par un jury composé comme suit :

Le secrétaire général ou son délégué Président

Le chef du service de l'agriculture ou son délégué;

Un fonctionnaire de l'enseignement; Membres

Un fonctionnaire désigné par le Commissaire de la République.

Cette commission fait également subir les épreuves orales aux candidats qu'elle a déclaré admis à l'écrit.

Les candidats qui ont subi ces diverses épreuves avec succès sont admis à l'école professionnelle d'agriculture dans l'ordre de leur classement.

ART. 6. — La durée des études est de deux ans. Les élèves reçoivent une bourse dont le montant est fixé au début de chaque année scolaire par décision du Commissaire de la République et sont soumis au même régime que les élèves de la section dahoméenne.

Il sera en outre versé au budget local du Dahomey une somme de 75 francs par élève et par an pour participation du Territoire aux frais généraux de l'établissement.

TITRE II

ART. 7. — L'école est placée sous la direction du chef du service de l'agriculture.

Les cours sont faits :

Par les agents européens du service de l'agriculture et des forêts assistés des agents indigènes du cadre pour la partie pratique;

Par un agent du service zootechnique ou à défaut un fonctionnaire d'un autre service désigné par le Commissaire de la République;

Par un instituteur du cadre supérieur, ou, à défaut, du cadre secondaire (cours de français).

Le taux des indemnités des chargés de cours est fixé pour chaque année scolaire par décision du Commissaire de la République.

ART. 8. — L'instruction théorique porte sur :

1^o — Le français et particulièrement sur la rédaction de rapports;

2^o — Le calcul appliqué aux calculs de superficies d'analyse physique de produits;

3^o — Les éléments de topographie pratique;

4^o — La botanique, éléments de parasitologie agricole;

5^o — L'agriculture générale et étude des cultures spéciales au Togo;

6^o — La conservation et préparation des échantillons de végétaux et d'insectes.

L'instruction pratique comporte :

1^o — Des travaux pratiques dans les jardins d'essais et des stages dans les stations ou établissements particuliers (usines, concessions agricoles, etc. . .).

2^o — Des tournées dans les circonscriptions agricoles sous la conduite de l'agent européen, chef de circonscription.

ART. 9. — Au cours de l'année scolaire, les élèves sont astreints à subir des épreuves écrites et orales, hebdomadaires ou mensuelles dont les notes comptent pour le classement.

Le passage d'une année à l'autre est prononcé par le Commissaire de la République, après avis du chef de service de l'agriculture, pour les élèves ayant obtenu la moyenne pour l'ensemble de notes données au cours de l'année aux épreuves orales et écrites, stages, conduite.

Les élèves qui n'obtiennent pas cette moyenne générale sont en principe licenciés. Ils peuvent être cependant autorisés par le Commissaire de la République, sur leur demande écrite, et après avis du chef de service de l'agriculture, à redoubler leur année.

A la fin de la deuxième année d'études, les élèves subissent un examen de sortie devant une commission composée :

Le secrétaire général ou son délégué *Président*
Du chef du service de l'agriculture ou de son délégué;

D'un chef de circonscription agricole ou du pharmacien attaché à l'hôpital de Porto-Novo; *Membres*

D'un fonctionnaire du service de l'enseignement désigné par le Commissaire de la République.

Les épreuves cotées de 1 à 20 portent sur les matières suivantes :

Connaissances théoriques (coefficient 2)

Connaissances pratiques (coefficient 3)

Moyenne des notes de stage des 2 années (coefficient 2)

Moyenne des notes des rapports des 2 années (coefficient 1)

Les élèves sont classés par ordre de mérite. Tous ceux qui réunissent un total de points égal ou supérieur à 96 reçoivent le diplôme de l'école professionnelle d'agriculture.

ART. 10. — Toute infraction à la discipline est sanctionnée suivant sa gravité par :

La réprimande ou le blâme prononcés par le chef du service de l'agriculture;

Le licenciement, prononcé par le Commissaire de la République sur rapport du chef du service.

ART. 11. — Les élèves ont droit aux soins médicaux gratuits.

Des permissions de 3 mois avec bourse entière et demi-bourse peuvent être accordées pour maladie après avis d'un médecin de l'administration locale.

ART. 12. — Des permissions d'absence de 15 jours peuvent être accordées par le chef du service dans le cours de l'année scolaire.

ART. 13. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées et en particulier l'arrêté n^o 264 du 12 novembre 1924.

ART. 14. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 8 décembre 1935.

DESANTI.

Taux de cession de la main-d'œuvre pénale

ARRETE N^o 563 fixant pour 1936 le taux de cession de la main-d'œuvre pénale.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 1933, réorganisant le régime pénitentiaire indigène au Togo;

Vu l'arrêté du 28 mars 1934, réglementant la cession de la main-d'œuvre pénale dans le territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixé comme suit, pour l'année 1936, le taux de cession de la main-d'œuvre pénale non spécialisée :

Cercle du sud

Par homme et par jour 2 frs. 50

Cercle du centre

Par homme et par jour 2 frs.

Cercle du nord

Par homme et par jour 1 fr. 25

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 décembre 1935.

P. Le Commissaire de la République,
L'administrateur supérieur chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes.

GEISMAR.

Interdiction de circulation sur la piste Lama-Kara-Mango à Boukombé

ARRETE N^o 564 interdisant la circulation de certains véhicules automobiles, sur la piste reliant route Lama-Kara-Mango à Boukombé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 juin 1935, étendant au territoire du Togo placé sous le mandat de la France la réglementation pour l'usage des voies publiques ouvertes à la circulation dans l'Afrique occidentale française fixée par le décret du 21 juin 1934 rectifiée par le décret du 14 février 1935;

Vu le télégramme-lettre n^o 980 du 6 décembre 1935 du commandant de cercle de Sokodé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par application de l'article 13 du décret du 16 juin 1935 susvisé, la circulation